

Pour une Sécurité d'emploi ou de formation en Europe (deuxième partie)

Dans le numéro de mars-avril, nous avons publié l'introduction de Paul Boccard prononcée lors de la rencontre du 25 mai dernier réunissant des militants associatifs, syndicalistes et politiques de France et d'Europe. Nous publions dans ce numéro, parmi les nombreux intervenants, des extraits des interventions étrangères de l'universitaire et économiste irlandais Peter Herrmann, du secrétaire national en charge de l'emploi à Refondation communiste, Paolo Ferrero, et celle de Kolja Möeller, animateur du mouvement JD-JS (jeunes démocrates-jeune gauche) d'Allemagne ainsi que celle d'Yves Dimicoli, membre du Conseil national du PCF, qui ont permis de mesurer combien le modèle social européen connaît une grave crise. A l'issue de ce débat un appel a été lancé par tous les participants (voir le texte à la fin de ce compte rendu).

Peter Herrmann :

« La crise de l'emploi est une crise de la reproduction capitaliste »

Peter Herrmann est professeur à l'université de Cork (Irlande), département des études sociales appliquées

Le chômage est plus qu'un problème d'insuffisance d'activité économique et d'exclusion du marché du travail, il est le verre grossissant qui révèle le caractère inhumain de cette société. À Lisbonne, le Conseil européen, en 2000, a décidé d'une orientation : aller vers l'économie la plus dynamique du monde, fondée sur le développement de la connaissance, susceptible d'entraîner la croissance économique et une plus grande cohésion sociale. Une force de travail saine dans une économie saine, telle est la seule perspective que les dirigeants de l'Union européenne peuvent imaginer. Le problème, c'est qu'aucune approche techniciste ou aucun appel aux bons sentiments ne sont à même de fournir une réponse. Cependant se multiplient les critiques de la désintégration de la société. La crise n'est pas due à un manque d'emploi ni à l'insuffisance des moyens financiers. Ce qui manque, c'est une conception claire de l'articulation à trouver entre la satisfaction des besoins des individus et le maintien d'une activité économique socialement satisfaisante.

Le concept d'une sécurité d'emploi ou de formation est vraiment révolutionnaire dans un sens dialectique, en admettant l'importance de l'amélioration permanente des performances économiques, mais en mettant au centre l'intérêt des gens eux-mêmes. Cette idée est particulièrement féconde dans le contexte européen. La situation différente dans chacun des États implique une stratégie taillée sur mesure. La stratégie proposée est singulièrement importante car elle permet une approche d'ensemble, tout en répondant aux aspects nationaux et régionaux spécifiques. Bien sûr, à côté des options et demandes nationales, il est important de penser immédiatement européen.

Il faut revoir la stratégie dite de Lisbonne qui pose la question de l'emploi uniquement comme si la croissance économique suffisait pour résoudre tous les problèmes. Or, la crise de l'emploi est une crise de la reproduction capi-

taliste. Dès lors il faut prendre au sérieux la question de la redistribution. Au bout du compte, comme nous ne pouvons continuer à gâcher le facteur humain et social, il faut changer l'ordre des priorités. La stratégie de Lisbonne doit être redéfinie dans cet esprit. L'Union européenne a besoin de plus de compétences communes dans le domaine de la politique sociale. Il est important que la sécurité sociale ne soit pas conçue de façon technicienne pour maintenir une force de travail en état de marche. Au contraire, conçue comme une sécurité d'emploi ou de formation, elle doit être un levier favorisant une dynamique de progrès social. Elle permettra à l'Europe de se donner un visage social, ce qui implique la redistribution de ses richesses.

Kolja Müller

(Membre de la direction de JD-JS, jeunes démocrates-jeune gauche allemande)

Cette discussion sur l'emploi et les alternatives du libéralisme est nécessaire.

Il y a quelques semaines, après les élections régionales en France, M. Raffarin expliquait que les gens avaient mal compris sa politique. Cela implique que ce sont eux qui sont coupables de leur situation, de la misère, du chômage. Récemment Schröder disait la même chose devant le Bundestag. C'est un événement qui souligne la nécessité d'agir et d'échanger entre forces de transformation sociale en Europe sur cette question de l'emploi. C'est un phénomène européen. Partout en Europe les idées néolibérales mènent à la précarisation, à l'augmentation du chômage et des inégalités sociales.

En Allemagne, le gouvernement social-démocrate et verts détruit les acquis sociaux avec une politique de casse sociale jamais connue après guerre. L'agenda 2010 de Schröder concerne essentiellement la privatisation des retraites et de la santé, l'abolition de la sécurité de qualification en cas de chômage, ainsi qu'une baisse de l'aide sociale. Les cibles de cette politique sont sans aucun doute ceux qui subissent le plus depuis les années 1980 : personnes âgées, pauvres, chômeurs, employés et surtout la jeunesse qui n'a plus de perspective avec la pénurie de

places en apprentissage et, dans l'enseignement supérieur, avec l'introduction des frais d'inscription. C'est un scandale car depuis 20 ans le taux d'étudiants issus des milieux populaires recule constamment.

À l'échelle européenne, la libéralisation des marchés et la privatisation du service public se poursuivent.

Dans cette situation, les forces de transformation sociale sont mises au défi. Comment peut-on élaborer un contre-projet réalisable, sociale et démocratique ? Je comprends la proposition d'un système de sécurité d'emploi ou de formation comme une contribution pertinente à ce défi. Je suis convaincu que la réponse doit nécessairement inclure une dimension européenne.

Pour être concret et pour exposer les propositions pour lesquelles nous luttons en Allemagne, je veux souligner que nous partageons le même point de départ avec le projet de sécurité d'emploi ou de formation. Le grand problème actuel c'est le chômage, c'est l'emploi, c'est l'organisation du monde du travail, et ce sont des questions qui jouent un rôle crucial dans chaque société européenne. Malgré ses promesses le néolibéralisme n'arrive pas à diminuer le chômage, ni à créer d'emploi. En fait, il lutte contre les chômeurs et non pas contre le chômage. L'intervention de la gauche doit prendre en compte les besoins des gens : Premièrement, en terme d'objectif de créations d'emplois, de mise en formation etc. ; deuxièmement en termes quantifiés de retour choisi et effectif à l'emploi stable pour les chômeurs, les précaires, les jeunes, avec le droit à la formation continue ; troisièmement c'est le principe du partage et de la participation, de l'intervention des salariés.

En Allemagne, JD-JS essaie de développer un projet qui va dans ce sens avec ce que l'on peut appeler une sécurité sociale emploi-formation pour tous.

Ce projet contient trois champs très importants.

Tout d'abord, la Sécurité Sociale en tant que telle pour la retraite, la santé, le chômage, avec un point assez important pour une organisation de jeunes : une sécurité de base pour les étudiants et les lycéens qui puisse leur permettre de suivre leurs études.

Ensuite, le champ de l'emploi : avec un regard émancipateur (réduction du temps de travail sans réduction de salaire, création d'emplois publics et privés et la promotion) avec l'idée de maîtrise du temps de travail. Cela signifie la possibilité de circuler entre formation et travail pendant toute la vie.

Enfin, le champ de l'éducation et la formation : il y a un débat sur les pré-inscriptions à la fac et nous demandons l'interdiction au plan national des frais d'inscriptions, nous exigeons des ouvertures des universités, une réforme des écoles qui repousse la sélection sociale et aussi un lien fort entre l'éducation et la formation professionnelle avec un dernier point c'est l'installation des fonds d'apprentissage. C'est un débat assez vif entre les sociaux-démocrates, les syndicats et la gauche avec la proposition d'impôts sur les entreprises qui ne refusent de créer des classes d'apprentissage pour les jeunes alors qu'elles le pourraient grâce à leurs moyens financiers. Les recettes de tels impôts pourraient être affectées à l'aide pour les entreprises qui n'ont pas les ressources pour créer des emplois. Les sociaux-démocrates ont oublié de réaliser cette promesse électorale. Ce sont des demandes très concrètes, qu'on peut réaliser dans le cadre d'une sécurité sociale de l'emploi formation pour tous. Il faut donner un contenu européen à ces luttes nationales. Il faut unifier ceux qui ont le partage et la justice au cœur.

Paolo Ferrero

(Membre de la direction nationale de Refondation communiste en Italie)

Je partage beaucoup d'éléments avancés par Paul Boccara dans son propos d'introduction à notre réunion mais je me concentrerai sur trois points.

Ils concerneront les politiques économiques, car il me semble que la Commission européenne a choisi de constitutionnaliser des politiques monétaristes et de précarisation du travail. En Italie nous disons les Etats-Unis ont inventé le « reaganisme », l'Europe a trouvé un simple d'esprit [Le président de la Commission NDLR] pour l'appliquer.

Parce que les Etats-Unis n'appliquent pas une politique monétariste mais un kénérianisme militaire et avec un important déséquilibre de la balance des paiements et un fort déficit public.

Il faut renverser cette politique économique et il faut construire les marchés à l'intérieur. Cela signifie que les gens ont un pouvoir d'achat suffisant plutôt que de baisser sans arrêt les coûts salariaux comme le préconisent les dirigeants européens. Ce choix est erroné, parce que 80% des marchandises qui sont produites en Europe, sont vendues en Europe. Cette politique de baisse des coûts salariaux conduit à la stagnation économique comme nous le constatons depuis Maastricht.

Le premier élément d'une action efficace doit concerner la Banque Centrale Européenne. Elle ne doit pas avoir comme seul et premier paramètre la stabilité des prix, mais aussi et d'abord l'emploi. Il convient donc de repenser les politiques kénésiennes non pas au niveau de chaque pays mais au niveau européen, le seul suffisamment pertinent pour une politique économique efficace.

Je pense qu'il faut faire des propositions au niveau européen comme l'augmentation des salaires, la réduction du temps de travail et le développement de l'Etat social, avec les droits civils et de l'environnement.

Cela signifie un développement de l'Europe qui se détache fondamentalement des politiques néolibérales.

Le deuxième élément de l'action doit être le développement des politiques industrielles et de recherche au niveau européen. En ce qui concerne l'Italie mais aussi d'autres pays notamment en Europe de l'Est, l'appareil industriel est si appauvri et émietté qu'il n'est plus en mesure de concourir à une production de haut niveau. En Italie, la grande entreprise n'existe pratiquement plus, à part Fiat mais celle-ci se trouve dans une position difficile. La plupart des entreprises sont de petite dimension. Ces PME n'ont pas les moyens de la recherche et de l'innovation. Elles sont structurées de telle manière qu'elles agissent structurellement pour baisser le coût du travail, ce qui ne permet pas d'améliorer la qualité.

Le troisième élément d'action au niveau européen est le travail, l'emploi. Nous proposons, dans un premier point, que les droits des travailleurs sur leur lieu de travail progressent, par exemple avec l'extension à toutes les entreprises, y compris les PME, de l'interdiction de licencier pour motif politique et syndical. En effet les travailleurs sont dissuadés de faire valoir leur droit sur leur lieu de travail. Nous proposons ensuite d'étendre à toutes les formes d'emploi y compris atypiques autonomes, les droits du travail qui ont été conquis par le salariat. En Italie, la majorité des nouvelles embauches ne s'inscrivent pas dans le salariat traditionnel, mais formellement c'est un contrat commercial et non plus un contrat de travail. Nous visons aussi à

abolir la loi sur les travailleurs immigrés, qui exige la reconduction automatique à la frontière s'ils perdent leur emploi. C'est un chantage épouvantable qui affaiblit considérablement les travailleurs immigrés.

Dans un deuxième point, nous proposons des mesures similaires à celles que vous proposez pour le chômage. Nous exigeons la création d'un « salaire social » car en Italie il n'existe pas d'équivalent du SMIC. Mais il s'agit aussi de couvrir les périodes de « non-travail » avec des indemnités. En ce qui concerne les travailleurs précaires, cette indemnisation doit être supportée par les entreprises et non pas par les contribuables. C'est une différence importante avec les démocrates de gauche parce qu'il faut réduire les incitations à utiliser le travail précaire. Et en parallèle nous proposons aussi la formation continue, permanente et aussi une scolarité générale car il faut savoir qu'en Italie seulement 3% vont à l'université.

Yves Dimicoli

(Economiste, membre du Conseil national du Pcf)

Je partirai de l'échec de la « stratégie de Lisbonne » qui se donnait pour objectif de tendre vers le « plein emploi », avec la domination des marchés financiers acceptée, et sur cette base entendait faire de l'Europe le champion mondial de l'économie de la connaissance. Or, on constate l'ampleur du chômage et de la précarité ainsi que la faiblesse de la croissance par rapport aux États-Unis ou aux pays émergents ou encore le retard colossal que continue d'accumuler l'Europe sur les technologies de l'information, sur la recherche-développement etc. En réalité, la « stratégie de Lisbonne » débouche sur un fiasco. Et tout cela sous la tutelle de la BCE « indépendante » du contrôle politique et des pressions sociales nationales. Sous couvert de lutte contre l'inflation, sa mission est de défendre, avant tout, le taux de profit des capitaux. Cela débouche sur d'imposantes sorties de capitaux et sur les délocalisations vers les États-Unis et aussi vers les pays à bas salaires. Cela favorise les placements financiers au sein de la zone ainsi que la convergence des politiques d'emplois des pays membres, sous la tutelle de la Commission européenne, avec comme mot d'ordre la baisse du coût salarial de l'emploi, la flexibilisation précaire, la mise en cause des protections sociales et l'introduction d'éléments de « workfare ».

Pourtant, c'est vrai, sous la poussée des exigences

sociales, et pour justifier les sacrifices les dirigeants européens et les forces politiques dominantes sont obligés de promettre « l'Europe sociale » avec au cœur de ces promesses le « plein emploi ». celui-ci figure dans la « stratégie de Lisbonne » ; il a été repris en France par Lionel Jospin puis par Raffarin. En réalité, associé à l'acceptation de la domination des marchés, c'est une tromperie qui conduit au désastre.

Le « plein emploi », c'est un taux de chômage, certes abaissé, mais maintenu. Le chômage resterait donc l'élément central de régulation sur le marché du travail. En France, par exemple, le « taux de chômage de plein emploi » représenterait plus d'un million de chômeurs officiels. Et, à partir du chômage, il y aurait une explosion de la précarité de tous les emplois, avec l'utilisation des nouvelles technologies pour la rentabilité financière ainsi que, bien sûr, le maintien de la pression continue sur le taux de salaire, sur toutes les conditions d'emploi et d'activité.

C'est pourquoi, il faut débattre de l'objectif et du niveau de l'ambition sociale nécessaire pour répondre aux défis qui sont posés.

Quelle hauteur d'ambition faut-il avoir, quels moyens et quels pouvoirs faut-il conquérir, pour construire un grand mouvement qui permette d'imposer la promotion d'un nouveau « modèle social européen » ?

Avec la proposition d'un système de Sécurité d'emploi ou de formation c'est d'une grande ambition sociale dont il s'agit, celle de l'éradication du chômage, dans une sécurité d'activité, et une mobilité de promotion de soi-même, avec des rotations entre emploi et formation tout au long de la vie de chacun et de chacune, maîtrisées par les intéressés eux-mêmes. Bien entendu cela suppose une sécurité de revenus pour toutes les situations envisagées, avec un salaire, le revenu marchand de la force de travail vendue, quand on est dans l'emploi, et un revenu de remplacement mutualisé pour la formation. Cela conduirait à une résorption graduelle du chômage, graduelle mais visant une suppression effective. L'ambition c'est la suppression effective du chômage par le développement, avec des objectifs sociaux chiffrés, contrôlables à tous les niveaux de construction, du niveau local jusqu'au niveau européen, et un développement formidable des dépenses de formation et de la recherche ; et cela en liaison avec moyens financiers et pouvoirs. Le bon niveau d'ambition c'est d'aller au-delà du « plein emploi » au lieu de se limiter à celui-ci (...) ■

APPEL POUR CONSTRUIRE UNE SECURITE D'EMPLOI OU DE FORMATION A L'ECHELLE DE L'UNION EUROPEENNE

Les militants associatifs, syndicalistes et politiques de France et d'Europe, réunis à Paris, le 25 mai 2004, ont lancé un appel à organiser un mouvement à l'échelle de l'Union européenne pour une reprise de la créativité sociale européenne face à l'exacerbation des attaques libérales, avec la construction d'un système de sécurité d'emploi ou de formation.

Face à la grave crise du modèle social européen, il faut un projet fort et novateur, capable de répondre aux défis du chômage, de la protection sociale, des nouvelles technologies et de la mondialisation dans l'Union européenne. De nouvelles avancées de civilisation en Europe, à la hauteur des enjeux d'édification d'un autre monde, permettraient une vaste mobilisation populaire et de la jeunesse.

Cette campagne pour un nouveau projet de société euro-

péen, ainsi que les initiatives qui en font partie, nous voulons les co-élaborer avec les forces associatives, syndicales et politiques qui agissent contre la construction libérale de l'Europe, pour des objectifs de transformation sociale progressiste sur notre continent et dans les différents pays.

La construction de l'Union européenne doit être profondément réorientée. Avec sa visée d'un grand marché unifié

et d'une monnaie unique pour la rentabilité financière, elle a développé la mise en concurrence des salariés et les pressions contre leurs revenus, au détriment de l'emploi et des conditions sociales de nombre d'entre eux, particulièrement dans les pays les plus avancés.

L'élargissement de l'Union, aux conditions imposées par les traités de Maastricht et d'Amsterdam, avec une Banque centrale européenne sans aucun contrôle politique et social, cherchant à favoriser les taux de profit et les exportations de capitaux, va accentuer tous ces fléaux tandis que se renforcent les délocalisations vers les Etats-Unis et les pays à bas salaires.

La promesse d'une « Europe sociale » s'accompagnant de la domination des marchés financiers se révèle bien une tromperie désastreuse. Cela met les forces de gauche et les organisations syndicales au défi d'une rupture constructive avec les orientations économiques actuelles.

Utilisées autrement, avec une expansion très forte et durable des dépenses et activités de formation et de recherche, les nouvelles technologies de la révolution informationnelle s'accompagneraient d'un accroissement de la demande et du développement d'activités suffisantes pour éradiquer le chômage et promouvoir les capacités de tous.

C'est précisément ce que vise le projet de Sécurité d'emploi ou de formation.

Pleinement réalisé, il assurerait à chacun-e un emploi ou une formation permettant d'accéder à un meilleur emploi, avec une sécurité de revenus et de droits élevés, chaque changement de situation étant maîtrisé par les intéressés eux-mêmes. On supprimerait ainsi le chômage dans une sécurité d'activité et une mobilité choisie de promotion. On assurerait les bases d'une protection sociale améliorée.

Tout de suite, dans l'Union européenne, quatre chantiers communs ou convergents pourraient être investis par les propositions et les luttes.

Il s'agit ici seulement de premières propositions pour le débat et l'élaboration en commun des forces qui ont vocation à intervenir sur ces enjeux transformateurs.

C'est, premièrement, celui de l'indemnisation du chômage et des aides au retour à l'emploi. Il s'agirait d'engager des campagnes solidaires pour une bonne indemnisation de tous les privés d'emploi comme base de conditions de vie favorisant la réinsertion. Il s'agirait, simultanément, de développer des luttes en commun contre les pressions qui cherchent à imposer des emplois au rabais, et pour obtenir des formations de qualité débouchant sur une promotion. Au-delà, on viserait à utiliser autrement les Agences pour l'emploi et les institutions de formation, avec les financements nécessaires, pour fournir, année après année, à des contingents nouveaux de privés d'emploi une mise en emploi ou en formation de bonne qualité, en réduisant graduellement le chômage jusqu'à son éradication.

Un deuxième chantier concerne la transformation progressive de tous les emplois précaires ou à temps partiel contraint en emplois stables et emplois à temps plein correctement rémunérés, ainsi que le relèvement de tous les salaires.

Avec le troisième chantier, on chercherait à conquérir un nouveau droit social européen de sécurisation de tous les parcours professionnels. Face aux licenciements et aux délocalisations, il s'agirait d'exiger pour les salariés et les citoyens des droits leur permettant d'imposer des moratoires suspensifs et de faire prendre en compte des propositions alternatives pour permettre à tous les salariés concernés d'être reclassés dans de bonnes conditions. Il s'agirait, surtout, d'imposer des mesures de prévention des difficultés d'emploi et de gagner de nouveaux types de contrats de travail, avec de nouvelles institutions, pour organiser le passage d'un emploi à un autre ou d'un emploi à une formation afin que les travailleurs dont l'emploi disparaîtrait puissent revenir à un meilleur emploi sans aucun passage par le chômage.

Ces trois chantiers convergeraient vers un quatrième : La réalisation d'objectifs annuels contraignants - régionaux, nationaux, européens - de créations ou de transformations d'emplois ou de formations impliquant l'engagement solidaire des entreprises, publiques et privées, des Etats et des collectivités territoriales, de l'Union elle-même.

Ces chantiers exigent des moyens financiers et la conquête par les citoyens et les travailleurs de pouvoirs amples et novateurs.

Finissons-en avec le carcan budgétaire du Pacte de stabilité. Excluons de l'évaluation des déficits publics à maîtriser les dépenses d'infrastructure et de recherche, les dépenses d'éducation et de santé ainsi que celles qui concernent l'emploi. Instaurons un contrôle démocratique de l'utilisation de tous les fonds publics versés aux entreprises, fonds nationaux et fonds structurels européens, pour vérifier leur efficacité du point de vue de l'emploi et, en cas contraire, exiger des remboursements. Surtout, imposons un autre rôle de la Banque centrale européenne, avec une nouvelle création monétaire grâce à laquelle des crédits bancaires à long terme pour les investissements matériels et de recherche des entreprises, seraient « refinancés » avec des taux d'intérêt d'autant plus abaissés que sont programmés des emplois et des formations, en coopération. Des Fonds publics régionaux, prenant en charge tout ou partie des intérêts des crédits aux investissements créateurs d'emplois, permettraient d'aller immédiatement dans ce sens.

Agissons pour la conquête de droits de propositions alternatives des comités d'entreprise ou d'établissement, ainsi que des comités de groupes européens, étendus jusqu'aux décisions financières. Obtenons de nouveaux pouvoirs des intéressés et de leurs organisations dans les institutions sur l'emploi et la formation, ainsi que pour des objectifs de création d'emplois dans les régions.

Au lieu de la fuite en avant illusoire dans la recherche d'un super-Etat supranational européen, luttons pour construire une véritable démocratie participative et d'intervention dans chaque pays et à l'échelle de toute l'Union, avec des consultations déterminant les décisions concernant l'emploi, à partir du Comité économique et social européen, du Comité des régions, des parlements nationaux et du Parlement européen.